



**CHSCT de l'YONNE du 27 juin 2013**

## **Déclaration liminaire**

**Un an après l'élection de F Hollande, le changement promis se fait toujours attendre y compris sur l'amélioration des conditions de travail.**

La crise économique, que subit actuellement le pays, doublée par une crise politique inédite, alourdit un climat social, déjà difficile, faisant tomber une partie de la population dans la pauvreté et la précarité. Paradoxalement, ce sont les intérêts des finances et des privilégiés qui sont protégés.

Les réformes envisagées ou engagées que ce soit dans le privé ou dans le public vont toutes dans le même sens avec une augmentation de la fiscalité, une baisse des prestations sociales, des pensions, des retraites et des salaires pour la plus grande partie de la population. Ces réformes sont faites au nom de l'austérité.

Au nom de la compétitivité, le gouvernement ouvre les vannes des crédits d'impôts, maintient certaines niches fiscales dont l'efficacité a été dénoncée par la cour des comptes, voire pratique une baisse d'imposition ou d'exonération avantageant toujours les mêmes types d'investissement, d'entrepreneur ou de plus values.

L'austérité prônée dans tous les pays d'Europe par de nombreux ministres des finances et du budget, est de jour en jour dénoncée par des économistes, de tous bords, comme un frein à la relance de la croissance. Une politique absurde, inutile puisque cette austérité imposée accroît encore plus les déficits publics. L'exemple Grec avec la fermeture de son service public audio-visuel démontre par l'absurde la dangerosité de cette politique. Si l'Etat voulait pousser les populations à se ranger au côté des idées les plus extrêmes remettant en cause les fondements de la démocratie, il ne s'y prendrait pas autrement.

Dans une crise économique, morale et financière de cette ampleur, l'exemplarité, la solidarité et le respect de la parole publique devrait être le maître mot.

Pour être un minimum exemplaire, notre république doit s'attaquer aux dizaines de milliards d'euros de fraudes fiscales et sociales couvrant largement le déficit public annuel de ce pays.

Ce qu'il faut exiger c'est la fin des privilèges fiscaux individuels et ceux des entreprises. Ce dont nous avons besoin c'est d'un arrêt des connivences entre monde politique, monde médiatique et monde de la finance.

Alors que notre ministère est au cœur de cette lutte, c'est lui qui subit depuis plusieurs décennies, des saignées d'emplois et des restructurations incessantes.

Le Premier ministre, en annonçant, avant hier, que les dépenses de l'Etat seraient en diminution de 1,5 milliard d'euros en 2014, a confirmé que certains ministères verront leur budget diminuer et d'autres augmenter.

Selon "Le Monde", qui chiffre la baisse des dépenses des ministères à 250 millions, les emplois seront donc en hausse à l'Education nationale et l'enseignement, à la justice et à la sécurité. Quant à Bercy et la Défense, ceux-ci connaîtront pour la ènième année des effectifs en baisse. Tout à fait inacceptable !

Cette disette budgétaire organisée depuis plus de six ans est en train de finir le travail de sape. Et pour enfoncer le clou, la Ministre de la Fonction Publique vient d'annoncer le gel du point d'indice pour la cinquième année consécutive. L'inverse eut été une surprise.

Nous ne pouvons que constater avec amertume que les comités d'hygiène sécurité et conditions de travail n'ont plus qu'un rôle de veille.

Nous ne pouvons que constater que faute de moyens financiers pour les directions locales, le budget de ces instances se transforme peu à peu en annexe de Dotation Globale de Fonctionnement.

Avec cette politique massive de suppressions de postes, de réduction budgétaire, nous l'affirmons, les agents de ce ministère subissent et subiront une dégradation de leurs conditions de travail sans précédent.

Concernant le CHSCT de ce jour, il se tient quelques semaines avant des vacances bien méritées pour les personnels qui ont su de nouveau faire face malgré des effectifs toujours en baisse, des missions toujours aussi complexes et un pouvoir d'achat en recul.

La CGT vous demande de prendre les dispositions nécessaires pour la sortie des rôles. Compte tenu des changements importants survenus pour les déclarations de revenus, il est probable que dès le mois d'août, la situation sera très pénible notamment pour les collègues des SIP et des accueils. Si la Direction pense s'en sortir en se contentant de quelques messages d'encouragement ou de remerciement, elle se trompe. Les personnels attendent de vrais moyens et des mesures pérennes pour mettre fin à cette dégradation des conditions de travail et d'accueil très pénibles avec des actes d'incivilités de plus en plus nombreux.

Pour conclure, nous vous épargnons la relecture de notre déclaration de boycott de la séance du 13 juin 2013, mais attendons toujours que vous preniez les mesures nécessaires.

**Les représentants de la CGT Finances au CHSCT de l'Yonne**  
Pascal DUPUIS- Nathalie ZELMAT- Yannick BORODACZ- Yannick BAUMONT